



Telle une véritable croisade que la coordinatrice du réseau « More Women in Politics » lance contre les acteurs du boycott du double scrutin, législatif et municipal du 9 février prochain.

L'élection municipale et législative c'est pour ce dimanche 9 février 2020. Depuis la convocation du corps électoral par Paul Biya, le président de la République, plusieurs formations politiques demandent le boycott de ces élections. Il s'agit notamment du Cpp de Kah Walla, du Mrc de Maurice Kamto et plusieurs autres formations politiques. Le Pr Justine Difo Tchuenkam ne partage pas cette attitude.

«Je pense que le droit de vote est quelque chose de si important qu'on n'a pas le droit de jouer avec. Alors, si un camerounais décide d'embrigader le droit de vote à cause de l'ignorance des citoyens, à cause de certaines frustrations, je crois qu'il serait bon de lui retirer la nationalité camerounaise». Soutien fermement la coordinatrice du réseau "More Women in Politics", projet d'appui à la participation politique des femmes aux échéances électorales, pense qu'aller au vote est un devoir civique et citoyen.

Et les femmes alors ?

«J'aimerais les voir dans 5 ou 10 ans quand il auront besoin du suffrage des Camerounais. Je boirai cela comme du petit lait en leur disant que souvenez-vous de ce que vous avez annoncé auparavant», précise l'enseignante d'université.

Dans la foulée, la militante du droit des femmes appelle les partis politiques à revoir leur position. Notamment avant la date du 9 février. Elle lance par ailleurs un appel aux femmes. *«Nous les femmes, nous sommes au moins 50% de la population, les jeunes pour lesquels nous nous battons aussi représentent près de 70%. Alors électeurs models, allons tous aux urnes. Zéro boycott, zéro abstention le 9 février 2020»,* conclut celle-ci.